

TALSMANDENS GRUPPE  
SPRECHERGRUPPE  
SPOKESMAN'S GROUP  
GROUPE DU PORTE-PAROLE  
GRUPPO DEL PORTAVOCE  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

PRESSE-MEDDEELSE  
MITTEILUNG AN DIE PRESSE  
PRESS-RELEASE

INFORMATION A LA PRESSE  
INFORMAZIONE ALLA STAMPA  
MEDEDELING AAN DE PERS

Brussels, 30 April 1975

STATEMENT BY MR. CHEYSSON AT THE IPALMO MEETING ON COOPERATION IN THE  
MEDITERRANEAN AND THE EURO-ARAB DIALOGUE (PALERMO, 28 APRIL)

At the round-table meeting organized in Palermo by IPALMO, in which Mr. PETRILLI, the Chairman of IRI (Institute for Industrial Reconstruction) and Dr. ABDULLA, former Egyptian Minister for Planning, took part, Mr. CHEYSSON stressed that this dialogue should reflect a common will on both sides of the Mediterranean to deal together with problems of mutual concern.

1. Given a political impulse, this dialogue should facilitate the search for security in the Mediterranean region and enable the economic interests of the countries in the area to converge. While such a dialogue is necessary for the Community in view of its high degree of external dependence and its resultant imperative need to extend its economic space, it can also be of importance for the Arab countries in their efforts to achieve economic development.
2. The various forms of cooperation should enable us to weave a veritable economic fabric involving firms on both sides, Europe being in a particularly good position to offer both technological contributions and a wider market. Mr. CHEYSSON remarked that the Community had already thrown open its markets incomparably wider than other industrialized countries and that free access to the European market was an essential element in the overall approach to the Mediterranean.
3. The implementation of such integrated relations should be based mainly on long-term contracts allowing industry to be set up wherever the economic conditions are the most favourable, that is, either north or south of the Mediterranean. Every effort should in any case be made to avoid any loopholes in the coordination of such operations so that there is no uncontrolled industrialization and no agricultural development that does not fulfil a real need.
4. These new forms of integration would necessarily have a direct effect on the internal development of the Member States and it was, therefore, essential that the European countries coordinate their internal economic development policies with the implementation of the policy of Mediterranean cooperation. Calling to mind the responsibilities of the Governments, Mr. CHEYSSON pointed out that the Community could have no policy towards the Mediterranean without accepting the economic and political consequences : in future, the Mediterranean policy should form an integral part of the national policies of the Community countries. We must face the consequences bravely and not permit, for instance, difficulties connected with certain agricultural products to stand in the way of implementation of this policy.

In this context, Mr. CHEYSSON stressed that the various economic and political forces in our countries, particularly the trade unions, needed to be involved in these joint efforts.

TALSMANDENS GRUPPE  
SPRECHERGRUPPE  
SPOKESMAN'S GROUP  
GROUPE DU PORTE-PAROLE  
GRUPPO DEL PORTAVOCE  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

PRESSE-MEDDEELSE

MITTEILUNG AN DIE PRESSE

PRESS-RELEASE

INFORMATION A LA PRESSE

INFORMAZIONE ALLA STAMPA

MEDEDELING AAN DE PERS

Bruxelles, le 30 avril 1975

Intervention de M. CHEYSSON au Colloque IPALMO sur les thèmes de la coopération en Méditerranée et du dialogue euro-arabe (Palerme, le 28 avril)

Au cours de la table-ronde organisée à Palerme par l'IPALMO et à laquelle participaient notamment M. PETRILLI, Président de l'IRI et M. ABDALLA, ancien Ministre du Plan en Egypte, M. CHEYSSON a souligné que ce dialogue doit correspondre à une volonté commune de part et d'autre de la Méditerranée en vue de traiter ensemble les problèmes qui intéressent les deux parties.

1. Sous inspiration politique, ce dialogue devra faciliter la recherche de la sécurité dans la région méditerranéenne et rendre possible la convergence des intérêts économiques des pays riverains. S'il constitue une nécessité pour la Communauté eu égard à son degré élevé de dépendance extérieure et par conséquent au caractère impératif de l'élargissement de son espace économique, il peut représenter pour les pays arabes un élément important dans leurs efforts de développement économique.

2. Les formes de coopération devront permettre de tisser un véritable tissu économique entre opérateurs de part et d'autre, les apports technologiques et l'ouverture des marchés représentant ce que l'Europe est particulièrement bien placée pour offrir. En effet, la Communauté - a rappelé M. CHEYSSON - a déjà ouvert ses marchés dans une mesure incomparablement plus large que les autres pays industrialisés et le libre accès au marché européen constitue l'un des éléments essentiels de l'approche globale méditerranéenne.

3. La mise en oeuvre de ces relations intégrées devrait se fonder largement sur les contrats à long terme permettant que les productions soient implantées là où les conditions économiques sont les plus favorables, c'est-à-dire selon le cas au Nord ou au Sud de la Méditerranée. Il faudra éviter en tout état de cause toute défaillance dans la coordination de ce type d'action, défaillances qui pourraient aboutir à une industrialisation sauvage et à un développement agricole ne correspondant pas à des besoins réels.

.../...

4. Ces nouvelles formes d'intégration auront nécessairement une incidence directe sur le développement interne des pays membres et il est absolument indispensable par conséquent de coordonner les politiques de développement économique internes des pays européens et la mise en œuvre de cette coopération méditerranéenne. Evoquant les responsabilités gouvernementales, M. CHEYSSON a rappelé qu'il ne pourrait y avoir de politique méditerranéenne de la Communauté si l'on n'en accepte pas les conséquences sur le plan économique et politique : la politique méditerranéenne doit désormais faire partie intégrante des politiques nationales des pays de la Communauté ; il faut en accepter courageusement les conséquences et éviter par exemple que les problèmes liés aux exportations de certains produits agricoles ne bloquent la mise en œuvre de cette politique.

Dans ce contexte, M. CHEYSSON a souligné d'autre part la nécessité d'associer à ces efforts communs les diverses forces économiques et politiques de nos pays et tout particulièrement les syndicats.